

## Sauvetage périlleux de la Poste SA

# 800 millions de Fcfa de salaires contre 200 millions de bénéfice

**Comment faut-il sauver le navire postal qui ne dégage pas suffisamment de recettes pour payer les salaires ? A La Poste SA, la masse salariale mensuelle est évaluée à 800 millions de francs, tandis que les recettes n'atteignent que 200 millions par mois. « Dans ce genre de situation, on a le choix, soit de réduire les effectifs soit de réduire les salaires, croit savoir le président-directeur général, Michaël Adandé.**

C'est cette « crise de liquidités » qui explique la difficulté rencontrée par les usagers pour se faire payer à PosteBank à cause de la grève du Syndicat national de la poste (Synaposte). Or, la préservation des emplois est l'une des principales orientations des pouvoirs publics. La volonté de concilier ces deux exigences explique, du reste, le retard enregistré dans le paiement des salaires. En dépit de la crise qui secoue actuellement l'entreprise, neuf agents, apprend-t-on, exigent pour leur départ volontaire, ni plus ni moins une faramineuse somme de 11 milliards de Fcfa. Réclamer d'une entreprise en difficulté une telle somme, c'est comme demander à quelqu'un qui vient d'avoir une fracture à

la jambe, de courir contre Usain Bolt. Mais comme pour tout sorcier, la seule situation qui vaille, c'est le chaos, ce petit groupe d'illuminés tient ainsi des réunions au Centre national de Tri, aux Charbonnages et peaufine une stratégie du tout ou rien.

De sources proches de la direction, il nous revient que certains d'entre eux envisagent même pourrir la situation en entamant un mouvement de grève illimitée et le blocage de tous les principaux bureaux de Poste bank du Gabon, tant à Libreville qu'à l'intérieur du pays jusqu'au 25 août prochain, afin de créer un mécontentement général des fonctionnaires affiliés à Postbank, pour que ces derniers et leurs familles expriment, deux jours plus tard, soit le 27 août 2016, un vote sanction contre Ali

Bongo Ondimba. Entre temps, les mêmes « hiboux » souhaiteraient qu'Ali Bongo les aide à obtenir les fameux 11 milliards en apprenant que le gouvernement s'active à trouver, dans de brefs délais, une issue à la crise qui secoue actuellement PosteBank. « Les épargnants peuvent être assurés que l'État garantit leurs épargnes qui, du reste, ne sont pas perdues », a déclaré un membre de l'équipe Ona Ondo sans toutefois préciser les moyens.

Au moment où Michaël Adandé exhorte les agents de La Poste SA à faire preuve d'indulgence, et à se mettre au travail, le groupe coordonné par Christian Makaya, tente de jouer le jeu de l'ancien DG et certains bande de malfrats planqués au Palais du bord de mer, qui, malgré le constat de

catastrophe de gestion de l'ordre du criminel et du pénal, continuent à circuler paisiblement dans la ville sans être inquiétés et sanctionnés. Après avoir tripatoillé comme une épicerie de quartier toutes les caisses de Post@ immo, Christian Makaya autrefois chassé par Alfred Mabika croit revenir en bonne grâce et passe son temps à régler des comptes à ses collègues. Avec Inès Pangou, ancien trésorier de Poste SA, directeur financier de Post @ immo, ils ne jurent que pour le départ de Michael Adandé afin de s'emparer de les 11 milliards de F CFA, ce qui n'est pas loin d'une sorcellerie. A cela s'ajoute Mme Eléonore Méhomamili bien qu'étant une heureuse débitrice, avec plus de 34 millions de Fcfa, voudrait noyer le poisson en demandant à l'entreprise de

payer à sa place à travers un chèque de départ volontaire, à partir duquel on déduirait les sommes dues. Un calcul qui a intéressé Boris Mendamne, directeur financier et comptable. Avec Mboutsou et Claver Bayonne, l'informaticien devenu directeur financier de Post@net, on note que 75 milliards se sont volatilisés. Ce qui doit faire réfléchir Mme Lariot et Mr Boungueza avant de prendre une décision quelconque comme ceux qui réclament à la Poste pour leur départ un « petit » montant de 11 milliards comme indemnités de départ.

Pour sa part, le président-directeur général reste convaincu que tout devrait rentrer dans l'ordre, en affirmant que l'un de ses principaux défis est d'accélérer le recouvrement. « Que les

recettes ne soient pas suffisantes, cela se comprend. Mais il faut que nous puissions recouvrer tout ce qui nous est dû », a-t-il déclaré. Pour lui, « la situation de la Poste est difficile mais (elle) a le potentiel, elle a un marché et des atouts parce qu'elle est présente sur toute l'étendue du territoire. Il suffit de s'organiser pour offrir les meilleures prestations possibles ».

Soulignons que face à cette crise financière, depuis de longs mois, La Poste SA a bénéficié de l'aide de l'Etat en octobre 2015. Si à l'époque, l'unique actionnaire avait fait un versement de 7 milliards de francs, le déficit est évalué à 75 milliards de francs, dus en grande partie à ses 27 000 clients et plus.

Gérard Samafou